

Apateq rend l'eau plus durable

La jeune entreprise est spécialisée dans le traitement des eaux polluées, d'après son créateur et PDG Bogdan Serban.



Photo: François Aussems

Installée non loin de l'aéroport du Findel, Apateq emploie 16 personnes et a ouvert une filiale à Houston il y a deux ans, nous apprend Bogdan Serban.

Appartenant au champ des cleantech, Apateq permet à ses clients, grâce à ses installations, de réutiliser l'eau traitée sans devoir recourir à de «l'or bleu» frais.

De notre journaliste Aude Forestier

Apateq est une société qui veut utiliser l'innovation pour traiter des eaux difficiles à traiter, pour aboutir à un environnement meilleur et pourquoi pas à un monde meilleur!, affirme avec enthousiasme Bogdan Serban, le fondateur et PDG de la jeune entreprise. Cette dernière, maintenant âgée de quatre ans, s'est installée dans un marché de niche où «il n'y a pas beaucoup de monde en termes de concurrence». «On est au top de ce qui se fait», souligne le chef de la start-up appartenant au domaine des cleantech (technologies propres).

Apateq excelle dans différentes disciplines. La première d'entre elles étant le traitement des «scrub waters», c'est-à-dire de «l'eau de lavage des gaz d'échappement des grands bateaux», avance Bogdan Serban. Pour ce faire, on utilise «des scrubbers», des purificateurs.

Ainsi, «on rend le gaz plus propre» et l'eau, par conséquent, est moins polluée. Une installation «made in Apateq» a été établie dans un port au Danemark. L'eau sale est acheminée par bateau dans un port, puis elle est traitée. Une fois nettoyée, elle sera rejetée dans l'océan.

Et la boue desséchée qui en résulte? Elle sera «finalemeent incinérée». Pour Bogdan Serban, le traitement des «scrub waters» est «une niche qui vient de se développer». En 2020, dit-il, le type de législation qui oblige les bateaux à laver leurs gaz d'échappement, actuellement valable dans la partie nord de l'Europe, sera en vigueur sur toutes les mers et les océans. La deuxième niche étant le traitement de l'eau produite avec l'extraction du gaz et du pétrole.

➤ **Hydrocarbures, lavage des fruits, décharge...**

On ne le sait peut-être pas, mais «quand il y a du pétrole ou du gaz qui sort», il y a aussi de l'eau. Sauf que cet «or bleu» est contaminé. Et aux États-Unis et au Canada, par exemple, des lois régissent son traitement.

Evidemment, la solution la plus

simple serait de réinjecter cette eau. Mais voilà, il y a des endroits où on peut la «réinjecter et il y a des endroits où on ne le peut pas», expose Bogdan Serban. «On donne une autre but d'utilisation à l'eau, avise-t-il. On traite l'eau usée pour la réutiliser» et «pour qu'on n'utilise plus d'eau fraîche». Il faut savoir qu'en moyenne «pour chaque baril de pétrole extrait, on obtient de 3 à 5 barils d'eau». En 2016, il y a eu «77 milliards de barils d'eau produits chaque année dans le monde», pointe le fondateur de l'entreprise.

Apateq traite également l'eau utilisée dans les entreprises. Bogdan Serban prend l'exemple d'une firme conditionnant des pommes en Italie. Une fois les fruits lavés, l'eau utilisée pour le nettoyage est rejetée. «La consommation d'eau fraîche est énorme», souligne le PDG. Une installation a été mise en service dans cette firme, lui permettant de réduire de manière importante le besoin en eau fraîche. Cette réduction de l'utilisation de «l'or bleu frais» permet en même temps de faire baisser «les coûts opérationnels des clients», certifie le papa de la cleantech luxembourgeoise.

Bien qu'elle opère beaucoup à



l'étranger, Apateq intervient aussi au Luxembourg. En 2016 et pour la première fois, elle décroche un contrat auprès du Sigre, le Syndicat intercommunal pour la gestion des déchets ménagers de Grevenmacher, Remich et Echternach. Ce dernier est ainsi en mesure de mieux traiter le lixiviat, «l'eau qui résulte des décharges d'ordure», indique Bogdan Serban. «Nous avons construit une extension» de la décharge de Flaxweiler (Buchholz-Muertendall), ajoute-t-il.

Apateq fait valoir ses compétences dans le domaine du traitement de l'eau «de type municipal» pour les communes isolées et éloignées, comme par exemple dans la partie nord du Canada, grâce à des stations d'épuration très compactes que l'on peut superviser à distance.

CFL Cargo : convention collective signée



La convention collective pour les membres du groupe CFL Cargo a été signée hier par la direction et les syndicats OGBL, LCGB, FNCTIFEL-Landesverband et FCPT/Syprolux.

Les sociétés du groupe CFL Cargo couvertes par cette convention sont : CFL Cargo SA et CFL technics SA.

La nouvelle convention collective couvre la période du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2020.

Parmi les principales améliorations, la nouvelle convention collective stipule les augmentations annuelles des salaires, la hausse du pourcentage de la prime de fin d'année et l'augmentation de la prime de sécurité. Le paragraphe concernant le décalage de service et du rappel sur le lieu de travail a été adapté et les jours de congé en fonction de l'ancienneté du salarié ont été introduits. Les avantages issus des conventions collectives précédentes seront reconduits. La convention s'applique à l'ensemble du personnel du groupe CFL Cargo SA et CFL technics SA basé au Luxembourg.



ArcelorMittal : bénéficiaire en hausse

Le géant de l'acier a vu ses résultats grimper en flèche grâce à un marché en croissance et mieux orienté.

Le géant mondial de la sidérurgie ArcelorMittal a publié hier un bénéfice net de 1,3 milliard de dollars au deuxième trimestre, en progression de près de 19% sur un an, bénéficiant d'une demande en hausse et d'un marché mieux orienté.

Le chiffre d'affaires du trimestre écoulé a atteint 17,2 milliards de dollars, en hausse de 17% sur un an, soutenu notamment par des prix de l'acier et du minerai de fer plus élevés. Le groupe a «nettement amélioré (sa) performance financière au premier semestre», a commenté le PDG d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, cité dans un communiqué. «Pour la période à venir, la demande reste forte sur nos principaux marchés, soutenant ainsi de solides carnets de commandes et un bon niveau des marges de l'acier», a-t-il ajouté.

Sur l'ensemble du premier semestre, le groupe affiche un bénéfice net

de 2,3 milliards de dollars (contre 696 millions sur la même période de 2016).

ArcelorMittal a amélioré sa performance opérationnelle, avec un excédent brut d'exploitation (Ebitda) qui a atteint 2,1 milliards de dollars au deuxième trimestre (+19,3% sur un an) et 4,3 milliards USD sur le semestre (+61%).

➤ **La demande mondiale en hausse**

Dans ses perspectives, le groupe souligne que les marges de l'acier se trouvent «actuellement à un bon niveau», grâce à des conditions de marchés meilleures que celles de l'an dernier.

Quant à la demande, elle bénéficie également d'un «contexte positif», ajoute le groupe, qui estime en conséquence que les expéditions d'acier «vont suivre un schéma sai-

sonnier supérieur à la normale au deuxième semestre 2017».

ArcelorMittal a revu à la hausse ses prévisions de la demande mondiale d'acier en 2017, tablant désormais sur une croissance de 2,5% à 3% (contre une fourchette précédente de 0,5% à 1,5%).

Le PDG a toutefois souligné que le groupe n'était «pas en mesure de tirer pleinement profit de cette hausse de la demande en raison de la persistance des niveaux élevés d'importations», ce qui «reste préoccupant», a-t-il dit. «Nous continuons de nous employer à trouver une solution commerciale globale en réaction aux importations déloyales», a ajouté Lakshmi Mittal.

Le groupe indique par ailleurs que son programme de transformation Action 2020 «progresses de façon satisfaisante en Europe», avec désormais «une empreinte redimensionnée plus efficace».

CCT assurances : les idées des salariés révélées

Les employés du secteur veulent le maintien de la prime de juin, selon un sondage de l'ALEBA.

D'ici la fin de l'année, les négociations pour le renouvellement de la convention collective de travail (CCT) des assurances devront commencer. Et pour présenter un cahier de revendications au patronat, à savoir l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA), l'ALEBA a demandé l'avis de ses délégués et des salariés du secteur, du 6 juin au 6 juillet dernier.

De cette enquête, il ressort que les participants ont mentionné plusieurs fois le maintien et l'augmentation de la prime de juin, selon le communiqué publié hier par le premier syndicat des employés de la place financière luxembourgeoise. Vient ensuite une «augmentation substantielle linéaire des salaires et une gratification annuelle» vu les excellents résultats affichés par les compagnies d'assurances. «Et cela

malgré une augmentation de la charge salariale due à l'embauche de personnes hautement qualifiées en vue de respecter «l'obligation légale des autorités de contrôle» (Solvency II, lutte contre le blanchiment d'argent, etc.), dit le syndicat.

En troisième place arrivent des demandes ayant trait au «volet social» et à l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle. L'ALEBA a observé une forte demande de réduction du temps de travail en fin de carrière «et avant la retraite pour les salariés d'un certain âge». L'organisation syndicale dit qu'elle réfléchira à cette proposition et à la manière de la mettre en place.

Visiblement, une adaptation plus flexible des horaires de travail «revient plus souvent que la demande de développement du télétravail», explique l'ALEBA.

A. F.